







Face à l'imposture et au danger de l'extrême droite les exigences sociales doivent être entendues !

Les organisations syndicales alertent depuis des années sur la crise sociale et démocratique qui traverse notre pays.





Une politique qui tourne le dos au social et qui crée déclassement, abandon de nos industries et de nos services publics, le passage en force contre la mobilisation historique contre la réforme des retraites, l'absence de perspectives de progrès et la banalisation des thèses racistes, constituent le terreau sur lequel l'extrême droite prospère.

Nous avons vu l'extrême droite à l'œuvre dans l'histoire et aujourd'hui en Italie ou en Argentine par exemple :

-  austérité pour les salaires et les services publics
-  réformes constitutionnelles remettant en cause l'indépendance de la justice et le rôle des syndicats
-  attaques contre les droits des femmes et des personnes LGBT-QIA+, remise en cause du droit à l'IVG
-  politiques racistes qui mettent en opposition les travailleuses et les travailleurs en fonction de leur religion, de leur couleur ou de leur nationalité.

Nous connaissons ses votes en France comme en Europe, ils sont toujours défavorables aux travailleuses et aux travailleurs.

Il faut répondre à l'urgence sociale et environnementale et entendre les aspirations des travailleuses et des travailleurs et notamment :

-  **Augmenter les salaires** et les pensions et revenir sur la réforme des retraites et sur celles de l'assurance chômage
-  **Défendre nos services publics** en garantissant l'accès à toutes et tous et taxer les super profits, dividendes et rachats d'actions
-  **Relocaliser et transformer notre industrie** pour répondre aux besoins sociaux environnementaux en la protégeant du dumping social, fiscal et environnemental
-  **Instaurer l'égalité salariale**, éradiquer les violences sexistes et sexuelles et le droit à la régularisation pour tous les travailleurs étrangers munis d'un certificat de travail

L'Assemblée nationale est dissoute, les réformes doivent donc être interrompues. Le gouvernement doit en particulier immédiatement renoncer à sa réforme de l'assurance chômage.

**NON A L'ABSTENTION,
NON A L'EXTRÊME DROITE !**